

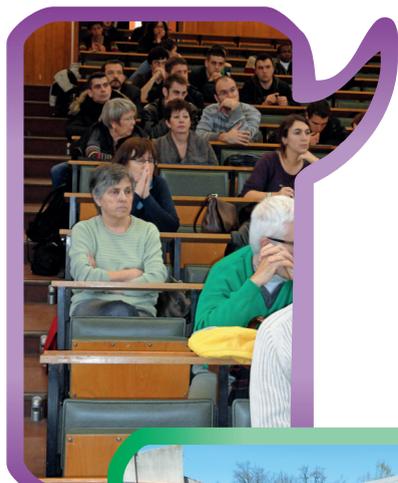


Château Gontier »

Comité permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public

Création le 10 novembre 2009

» Toulouse



Digne »



» Le Neubourg

* Un contexte de mise en place plombé

- avec un Enseignement Agricole Public exsangue, après plus de 6 années de réductions de moyens ininterrompues,
- avec des personnels ayant été conduits devant la gravité de la situation à bloquer les centres de correction d'examen en juin 2009,
- avec un Ministre amené à faire le constat du « profond désarroi des personnels comme des usagers »,
- avec un rapporteur au budget indiquant « qu'il n'y a plus d'emplois à supprimer dans l'Enseignement Agricole »

Un Comité rassemblant des défenseurs de l'Enseignement Agricole Public conscients de l'urgence à agir

Ensemble dirigeants et élus :

- du Parti Communiste Français
- du Parti de Gauche
- de la Gauche Unitaire
- du NPA
- du Parti Socialiste
- des Verts
- du MODEM
- de l'ARF (Association des Régions de France)
- de la FCPE
- de la FIDL
- de la Confédération Paysanne
- du MODEF
- de la FNAF-CGT
- du SYAC-CGT
- du SNEP-FSU
- du SNETAP-FSU

* Des objectifs clairs et ambitieux : défendre et favoriser le développement de l'Enseignement Agricole Public

« Nous partageons la conviction que la cote d'alerte est aujourd'hui dépassée quant à la situation dégradée de l'Enseignement Agricole Public, victime d'une « maltraitance idéologique et budgétaire » caractérisée depuis plusieurs années maintenant. Les établissements agricoles publics, leurs personnels comme leurs usagers sont en état de choc, l'offre publique est en situation de rupture, elle recule faute d'un soutien affirmé de l'Etat ». « Il s'agit de redonner sans équivoque une priorité à l'Enseignement Agricole Public, qui, nous en sommes convaincus, ne sera pas en capacité, avec les nouvelles suppressions d'emplois programmées, d'apporter les réponses essentielles, qu'il est seul à même de fournir en tant que composante du service public d'éducation, aux défis sociétaux, environnementaux et alimentaires du 21^e siècle ».

Extraits du communiqué de création du comité de Défense (25 11 09)

Signez massivement le Manifeste du Comité :
« Pourquoi la stratégie d'assèchement de l'Enseignement Agricole Public est-elle nocive ? »
 (Tribune signée par une quarantaine de personnalités parue le 3 mars 2011 dans l'Humanité)

www.petition-eap.org

Opération vérité dans l'Enseignement Agricole Public

par le Comité permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public

* Lancement

17 novembre 2010, lors d'une conférence de presse du Comité, au Sénat.

* Principe

Conduire 4 opérations, dites « vérité », sur l'état de l'Enseignement Agricole Public.

* Objectifs

Faire prendre la mesure de la dégradation de l'enseignement agricole public, au plus près de ses usagers et de ses personnels, et continuer ainsi d'alerter l'opinion sur la nécessité d'inverser ce processus.

* Méthode

Organiser dans 4 établissements publics agricoles, en s'appuyant sur les sections locales SNETAP-FSU et SYAC-CGT, des journées de visite et de rencontres avec les personnels, les usagers et les partenaires territoriaux, afin de prendre la mesure des savoir-faire, du potentiel, mais aussi des dégradations subies.

* Calendrier

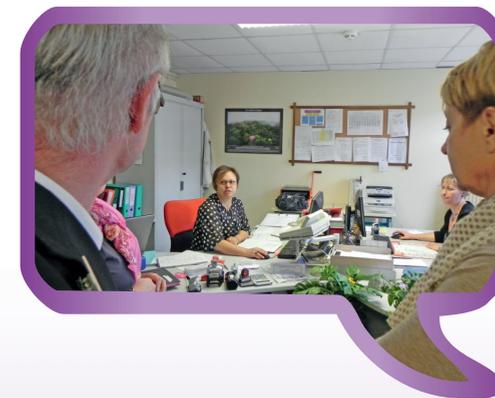
- **Mardi 29 mars** : lycée agricole public de Toulouse-Auzeville (Midi-Pyrénées)
- **Lundi 04 avril** : lycée agricole public de Digne-Carnejane (PACA),
- **Judi 14 avril** : lycée agricole public du Neubourg (Haute-Normandie)
- **Judi 21 avril** : lycée agricole public de Château-Gontier (Pays-de-la-Loire)
- **Mercredi 25 mai** : rencontre-débats avec les personnels de l'EAP syndiqués au SNETAP-FSU lors du congrès national de Melle (Poitou-Charentes)
- **Mercredi 8 juin** : bilan des « opérations vérité » et perspectives à l'Assemblée Nationale.



» Digne



Le Neubourg »



» Château Gontier



Toulouse »

[MIDI-PYRENEES Toulouse-Auzeville]

Des services administratifs, vie scolaire, de laboratoire et de santé sinistrés.

C'est l'équivalent de 7 postes, 8 personnes physiques, en moins, et ce alors que les effectifs d'apprenants ont augmenté. A la rentrée 2010, alors qu'un poste d'agent de laboratoire (sur 3 à la dotation) était non pourvu suite au mouvement des titulaires, la DRAAF* refusait d'accorder un 1/2 poste d'agent contractuel.

Une diminution programmée des effectifs d'élèves

Auzeville, comme beaucoup de lycées de la région, est sous le coup d'une diminution autoritaire d'effectifs, décidée par le DRAAF, afin de supprimer un poste d'enseignant. 2 classes de bac techno. et 2 de 1^{ère} année de BTSa en production agricole sont concernées. Passage de 32 à 24 élèves, alors que la demande d'inscription dans ces filières est constante, voire en augmentation. A la clé : des refus d'inscription, d'accueil de redoublants, et des non poursuites d'étude !

L'EPLEFPA de Toulouse Auzeville est considéré comme un gros établissement de l'Enseignement Agricole Public. 669 élèves et étudiant-e-s, au Lycée : seconde générale, baccalauréat technologique, baccalauréat général, BTS analyse et conduite des systèmes d'exploitation, Agronomie productions végétales, Analyses agricoles biologiques et biotechnologies, classes préparatoires aux grandes écoles. 300 apprenti-e-s, au CFA, notamment dans le domaine de l'aménagement paysager.

Une des fortes spécificités de l'EPL est sa situation périurbaine. Recrutement d'apprenants se destinant majoritairement aux filières agricoles plus ou moins longues, mais aussi aux filières plus générales. A noter aussi le lien fort avec les organismes de recherche et d'enseignement supérieur (ENSAT, ENFA, INRA,...)

Olivier Gautié,

Secrétaire Régional SNETAP-FSU de Midi-Pyrénées

Arnaux Leroux,

Secrétaire de la section SNETAP-FSU d'Auzeville

« Lors de cette journée les débats ont permis de pointer les conséquences au quotidien des choix budgétaires du gouvernement : difficultés de fonctionnement, stress et surcharge de travail pour les personnes en poste, TP/TD qui n'ont pas lieu, suivi sanitaire insuffisant... En octobre 2010, les jeunes motivés par leurs études ont voulu comprendre : le DRAAF leur a répondu avec la froide logique des chiffres : ils sont ressortis éccœurés !!! Cadeau de rentrée 2011 : une baisse imposée du nombre d'élèves pour 4 classes. Conséquence : des dizaines de jeunes ne pourront pas poursuivre leurs études au lycée alors qu'ils y sont déjà scolarisés... cette rupture de contrat avec les familles est proprement inacceptable. Si l'offre complète de formation proposée sur le lycée d'Auzeville a permis jusqu'à présent de dispenser un enseignement PUBLIC de qualité à nos enfants du CAP aux classes prépa, on peut aujourd'hui se poser la question : jusqu'à quand ? »

Nelly Guihur,
Conseil Local FCPE
du LEGTA d'Auzeville

* DRAAF : Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt.

[PACA Digne-Carméjane]

Une baisse de moyens qui ne prend pas en compte l'augmentation du nombre d'élèves (depuis 2007 : effectifs +20% et DGH - 1,6% !) : conséquence : des référentiels officiels non respectés et des dédoublements « maison ».

Un développement structurel bloqué

Besoin avéré d'une 2^e classe de seconde pro pour sécuriser le recrutement des 3 Bac Pro, mais refus systématique pour 600 heures !

Des effectifs contingentés, un EPL fragilisé

Plafonds de recrutement fixés à des niveaux qui mettent en péril la viabilité des filières (ex. rentrée 2011 : 10 élèves maxi en seconde pro soit le seuil de fermeture d'une classe en milieu rural !)

Le Privé favorisé

Un Bac Pro Forêt refusé à Carmejane en 2005, formation « donnée » au Privé (Centre forestier de la Bastide des Jourdans) dans des locaux publics (Lycée des métiers de Valdeblore) !

Des ressources humaines « sans ressources »

Seulement 42% d'agents fonctionnaires ; 37% de CDD et vacataires, 25% de contrats à temps partiels subis chez les agents administratifs non titulaires ; des CDI de droit privé dans un établissement public, etc...

L'EPLEFPA de Digne-Carmejane (commune du Chaffaut) est le seul établissement agricole des Alpes de Haute Provence. 470 apprenants (213 lycéens, 100 apprentis et 180 stagiaires), du niveau V au niveau III, autour des domaines des productions animales, gestion de la faune sauvage, entretien de l'espace, service aux personnes et coopération internationale.

L'ancrage dans le territoire est particulièrement fort avec :

- sa ferme expérimentale, unique station de recherche appliquée du massif alpin concernant l'élevage ovin pastoral (agneau de Sisteron label rouge).
- son CFPPA avec ses actions de formation en direction de l'installation, de la diversification, en prise avec les axes de développement du territoire.
- son Lycée aux relations fonctionnelles denses avec ses partenaires.

L'établissement se doit d'arriver à diversifier son offre de formation dans un environnement à fortes contraintes : département à faible potentiel économique et démographique, contexte de déprise agricole, forte attractivité des centres urbains.

Eric Alliroi,

représentant régional SYAC-CGT et PACA

Jean-Philippe Martinod,

Secrétaire Régional SNETAP-FSU PACA

« J'exprime aujourd'hui mon soutien fort à toutes les actions visant à renforcer l'établissement de Carmejane sur ma commune et ma communauté de communes. En effet, cet établissement, de par son caractère agricole et rural, a su apporter à notre collectivité ainsi qu'au territoire dans lequel il s'inscrit tous les atouts en terme de développement et d'animation qu'un établissement agricole peut amener. Mon combat fut âpre pour qu'il s'installe sur ma commune plutôt qu'à Digne... désormais, le combat se poursuit pour qu'il continue à avoir un avenir sur notre territoire. »

Jean-Pierre Féraud,
Maire de la commune de Chaffaut

[HAUTE-NORMANDIE Le Neubourg]

Un établissement fragilisé à cause de la politique d'assèchement conduite par le Ministère de l'Agriculture.

Cela ressemble à une « recette de cuisine » mais version « mal-bouffe » :

1. Prenez un établissement agricole public de petite taille (autour de 200 élèves). Supprimez automatiquement deux classes, sous couvert de Réforme de la Voie Professionnelle.
2. Gardez la Dotation Globale Horaire économisée pour les réductions d'impôts des plus riches (bouclier fiscal, suppression de l'ISF, des droits de succession, etc...) et refusez les projets d'ouverture de nouvelles formations dans le Public.
3. En option, vous sortez des tiroirs la fermeture d'une des dernières classes de 3^e EA dans le Public (visée depuis longtemps et que la mobilisation des personnels avait permis d'éviter jusque là...)

Vous obtenez mécaniquement un lycée sous la barre des 200 élèves, en posant de fait la question de sa fermeture dans un contexte de démantèlement généralisé des services publics.

Le LPA Gilbert Martin du Neubourg est un petit établissement de l'Eure. Il accueille environ 220 jeunes, de la troisième au BTSa. Plusieurs enjeux se révèlent essentiels pour ce lycée. Le maintien de la filière maintenance (mécanique agricole), remis en cause régulièrement en raison de petits effectifs, malgré une insertion professionnelle exemplaire. La classe de troisième menacée aussi de suppression, alors qu'il n'en reste que 2 dans la région et que son rôle pour des jeunes en rupture est souligné et reconnu par tous. Enfin, si la suppression des 2 classes de la voie pro. n'amène pas la DRAAF à dégager des moyens pour faire évoluer la carte des formations, les conséquences seront dramatiques pour le LPA L'enjeu : ouvrir une option production animale en Bac Pro Conduite et Gestion de l'Exploitation Agricole, ou dans le secteur des services, ces filières n'étant proposées que dans le privé dans ce département...

Franck-Olivier Pauvert,

Secrétaire Régional SNETAP-FSU Haute-Normandie

Pascal Lepeltier,

Représentant Régional SYAC-CGT Haute-Normandie

« Belle initiative constructive, moment d'échanges d'informations, dans la diversité et le pluralisme. L'enseignement agricole public subit des suppressions de sections professionnelles, conséquences de la politique désastreuse du gouvernement en matière de service public d'Education Nationale. Ceci se double d'une conséquence dramatique : la menace de disparition de ces lycées de petite taille. A l'heure où on nous parle des territoires, du maintien d'une agriculture de proximité, il est décisif, pour les jeunes en formation et pour les citoyens, de maintenir ces lycées. Si notre Région possède un potentiel industriel important, elle est aussi un territoire agricole dont nous devons préparer l'avenir. L'enseignement agricole a vu, ces dernières années, l'inversion du rapport entre les formations de l'enseignement public et celles du privé. Un scandale passé sous silence : c'est aujourd'hui 60% pour le privé et 40% pour le public ! Pour moi, l'enseignement agricole doit se faire dans le public, garantie d'égalité, de qualité et de respect des jeunes. Les fonds publics doivent aller à l'Education Publique. En tant que Conseillère Régionale, je m'engage à me battre pour l'enseignement agricole PUBLIC, au sein de l'institution et dans les mobilisations. Notre force est notre nombre et notre unité. Alors, personnels de l'Education, syndicats et élu-e-s. tous ensemble pour l'Enseignement agricole public ! »

Michelle Erniss,

Conseillère Régionale de Haute-Normandie (Gauche Unitaire)

[PAYS DE LA LOIRE Château Gontier]

Un établissement qui paie un lourd tribut à la politique gouvernementale de casse du Service Public :

- **en 10 ans perte de 80 élèves** organisée par la DRAAF et la DGER

• **en 10 ans perte de 7 classes** (plafonnement arbitraire des effectifs, regroupements imposés et fermetures de classes sans appel)

• **menace de fermeture récurrente pour la filière production animale** que la DRAAF voudrait transférer au Lycée Agricole de Laval

• **la fermeture imposée de la dernière classe de 4^e** de l'Enseignement Agricole Public des Pays de la Loire laissant le monopole du niveau VI au seul enseignement privé

• **des services administratifs fragilisés** qui ne reposent que sur un recours massif à la précarité des agents (plus de 50% d'entre eux)

• **des manques criants en personnels** qui marquent une différence inacceptable entre élèves de l'Enseignement Agricole Public et de l'Education Nationale : absence d'infirmière, pas de documentaliste, pas de conseiller d'orientation psychologue

Le LPA du Haut Anjou, petit établissement situé en zone rurale dans le sud du département de la Mayenne (zone d'élevage). 250 élèves jusqu'en 2005, aujourd'hui 180 répartis dans 9 classes.

Sa filière « historique » en production animale est confrontée à une érosion de ses effectifs, l'établissement propose aussi une formation de bac pro. en aquaculture et une formation de « technicien vente en animalerie ».

L'établissement dispose d'une exploitation agricole orientée, depuis 3 ans, vers la production de porcs sous label bio. Elle a aussi un atelier piscicole.

La fermeture de la classe de 4^e à fragilisé le recrutement de l'établissement. C'est le maintien de sa filière production animale qui conditionne aujourd'hui sa survie... C'est un enjeu pour les usagers, pour les personnels et pour l'EAP de la Mayenne, car un transfert de la filière animale vers le Lycée Agricole de Laval signerait une nouvelle opportunité de développement de l'enseignement privé et en particulier des Maisons Familiales et Rurales.

Gérard Pigois,

Secrétaire Régional SNETAP-FSU
des Pays de la Loire

Laurence Brault,

Secrétaire de section SNETAP-FSU
du LPA du Haut-Anjou

« Comme dans les autres fonctions et services publics, l'Etat est en train de se désengager au profit du privé. Dans l'enseignement agricole les effectifs sont plafonnés dans certaines filières et à quelques kilomètres un établissement privé ouvre... En même temps, on assiste à un processus de régionalisation du système éducatif, avec des réformes qui renforcent l'individualisation des parcours et favorisent l'explosion des inégalités. En me lançant dans ces opérations vérité, j'étais convaincue que l'on mettait de fait en désespérance l'Enseignement Agricole Public, or au sortir de cette dernière action en Pays de Loire, je réalise que c'est en réalité de sa mise en extinction dont il s'agit. »

Brigitte Gonthier-Maurin,
Sénatrice des Hauts de Seine (CRC-SPG)